



# Volet Emploi du projet EuropaCity



# REFLEXIONS SUR L'EMPLOI

J. LORTHIOIS  
11/10/ 2013

## **I.1. LES PROMESSES D'EMPLOIS SONT MENSONGERES**

I.1/ Depuis 1975, on a implanté sur les 22 communes du Grand Roissy

136 000 emplois nouveaux

- en 33 ans,
- en période de croissance

On veut faire croire qu'il est possible d'implanter 130 000 emplois d'ici 2030,

- en 17 ans

Soit un rythme près de deux fois plus rapide (1,9 fois)

- en période de crise !!

En un an, de 2008 à 2009, les emplois ont augmenté sur les 22 communes du Grand Roissy d'un peu moins de 1000 emplois (996 exactement)

Soit une croissance de +0,4% en un an, 7 FOIS PLUS LENT que les prévisions indiquées par l'EPA Plaine de France (+ 2,9% par an)

2/ A partir de 2009, toute l'Ile de France a connu une stagnation de l'emploi

sans aucune croissance pendant 4 ans...

Mais le territoire va réussir à rester un îlot de prospérité dans un océan de misère !!

Ce que personne n'a réussi à faire ailleurs, on pourrait le réussir ici !

Le projet Europa city repose sur la croissance du trafic aérien

Quand Aéroville a déposé son dossier en 2008, le projet reposait sur 80 millions de passagers, alors qu'on est à 60 millions.

Ainsi, 20 millions de passagers se sont envolés en fumée, *qu'est-ce qui nous garantit que les 30 millions de visiteurs ne vont pas connaître le même sort ?*

Air France a licencié 3000 personnes en 2012 et maintenant 1800 en 2013...

**Où est la croissance du trafic aérien ???**

## **I.2. IL Y A ASSEZ d'EMPLOIS PAR RAPPORT AUX BESOINS**

Il y avait au recensement INSEE de 2009 sur les 22 communes du Grand Roissy :

264 000 emplois pour 225 000 travailleurs ayant un emploi.

Et même si l'on rajoute les chômeurs, avec 270 000 actifs totaux, on obtient un déficit quantitatif d'emplois de 2%. Mais il faut corriger ce chiffre par ce qu'on appelle le « chômage frictionnel », la part des chômeurs qui sont dans l'incapacité d'occuper un emploi<sup>1</sup>, soit 5,5% des actifs totaux.

*Il y donc quantitativement au sein du Grand Roissy un excédent d'emplois par rapport à la demande.*

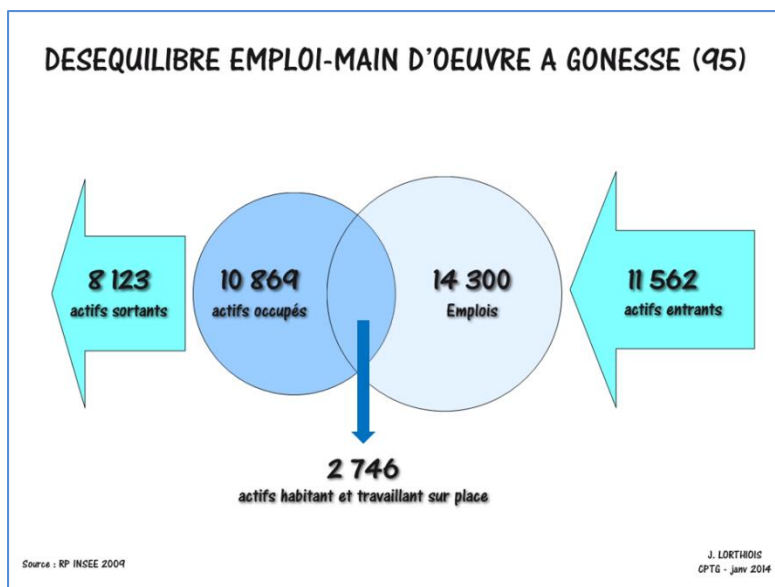
Au niveau de ce qu'on appelle le « cœur de pôle de Roissy » (dont fait partie Gonesse), on compte 65 000 actifs y compris les chômeurs et il y a 155000 emplois, soit 2,4 fois plus d'emplois que d'actifs y compris les chômeurs

Or, les futurs grands projets (dont Europa city) sont essentiellement localisés sur le cœur de pôle...

---

<sup>1</sup> Il y a un taux incompressible qu'on appelle le « chômage frictionnel » de personnes ne pouvant accéder à l'emploi, représentant à peu près le tiers des chômeurs.

### **I.3. LES EMPLOIS DU TERRITOIRE SONT « INUTILES » POUR LES HABITANTS**



#### Exemple à Gonesse

L'INSEE recense en 2009 :  
14 400 emplois et 10869 travailleurs ayant un emploi, 12700 actifs y compris les chômeurs.

*Il y a donc un excédent d'emplois sur la commune*

En dix ans, de 1999 à 2009, l'INSEE a enregistré entre les deux recensements :  
2746 emplois de plus et ils ont bénéficié à 52 Gonessiens supplémentaires<sup>2</sup> soit 1,89% des nouveaux emplois.

Moins de 2% d'utilité des nouveaux emplois pour les habitants de Gonesse, quel échec !

### **I.4. PLUS ON IMPLANTE D'EMPLOIS, PLUS LE DECALAGE GRANDIT entre - l'OFFRE QUALIFIEE, - et la MAIN-D'ŒUVRE DEQUALIFIEE**

L'étude ECODEV sur les Emplois du Grand Roissy distingue 4 niveaux de formation :

Niveau A : CAP-BEP

Niveau B : Bac

Niveau C : DUT, BTS

Niveau D : Licence Pro, master, ingénieur...

De 2012 à 2017 = le niveau D représente pour les 25 grands projets :

- 4873 emplois en première phase ;

- 21 591 emplois en deuxième phase : soit 4,4 fois plus.

Soit 72% des emplois prévus de niveau Bac et ++

Pendant ce temps, le nombre d'habitants des communes du Grand Roissy sans aucune qualification passe de :

27% en 1999, à 33 % en 2009, soit une aggravation de 6 points.

Notre explication : plus on qualifie les gens, plus ils accèdent à une ascension sociale, plus ils quittent le territoire trop nuisant du bassin de Roissy. Ils sont remplacés par des populations en difficulté qui obligent les travailleurs sociaux, les enseignants à recommencer. Il s'agit donc d'un véritable « puits sans fond » qui ne peut être résolu qu'en diminuant les nuisances du territoire, notamment les vols de nuit, qui représentent une exception européenne et qui sont autorisés AU NOM DE L'EMPLOI.

*Il s'agit donc d'un cercle vicieux qui ne peut absolument pas être résolu en poursuivant cette politique vouée à l'échec.*

<sup>2</sup> Rappelons qu'il s'agit d'un « solde » et donc que ce chiffre n'est absolument pas contredit par le score de telle ou telle entreprise qui aurait recruté plusieurs centaines de Gonessiens au cours de la période. Ceci signifie que la plupart des embauches sont compensées par des pertes ailleurs... Car nos interlocuteurs ont la fâcheuse habitude d'additionner des créations d'emplois, sans jamais intégrer les suppressions de postes ailleurs, dont une partie induite par les créations. Ex typique : fermeture de petits commerces liés à l'ouverture d'une grande surface...





# COMMENT DANS UNE MUNICIPALITE CHOISIR DES ENTREPRISES QUI CORRESPONDENT AUX PROFILS DES CHÔMEURS?

J. LORTHIOIS  
13 / 02 / 2014

Il faut bien comprendre que :

## -1/ du côté des entreprises :

On se déplace que quand on est en bonne santé. Les entreprises qui sont en mauvaise santé ne bougent pas. Celles qui déménagent se portent donc bien, elles ont besoin de s'étendre et cherchent plus grand (donc plus loin...) ce qui permet au passage de financer l'extension par une plus-value immobilière.

## - du côté de la main-d'œuvre des entreprises qui se déplacent

Les salariés sont prêts à tout pour garder leur emploi et donc vont suivre, même si cela représente des sacrifices. Sauf les profils très recherchés qui retrouveront toujours du boulot. Résultat : l'entreprise déplacée crée peu d'emplois, sauf pour les activités nouvelles et les profils très demandés (très qualifiés ou très spécialisés) ; le déménagement s'accompagne généralement d'une augmentation de la demande de transports.

## -du côté de la main-d'œuvre du lieu d'implantation :

Les possibilités d'emplois sont donc faibles, elles croîtront dans le temps avec le renouvellement des personnels. Il faut s'y préparer à l'avance (offre de formation, orientation professionnelle).

## -du côté des chômeurs du territoire d'accueil

Il y a peu d'espoir d'amélioration. Car les entreprises en bonne santé sont positionnées sur des créneaux innovants et ont besoin de personnels qualifiés, voire très qualifiés (cf moutons à 5 pattes). Or les demandeurs d'emplois sont par définition peu recherchés par le marché du travail (plutôt des « moutons à 3 pattes »). Très peu de chance donc de faire correspondre la demande et l'offre.

Sur le plan global, comme il y a moins d'emplois que de main-d'œuvre, la seule solution, c'est de partager (cf partage du travail). Faute de ce partage dans le cadre d'une négociation, l'exclusion se passe de façon sauvage : comme dirait Michel Albert, le chômage (des jeunes par ex) n'est pas un problème, c'est une solution.

D'un point de vue local, par contre on peut améliorer la situation, mais pas en corrigeant un coin du tableau, mais en procédant à ce qu'on appelle un « élargissement du champ », prenant en compte l'ensemble de l'emploi et l'ensemble de la main-d'œuvre.

Il faut comprendre que le marché de l'emploi est un grand stade avec deux très gros flux d'entrées et de sorties, et qu'en 5 ans, la totalité des personnes aura changé de place. Sur le plan individuel, on peut toujours tirer son épingle du jeu. Mais il faut procéder la notion de « détour productif » : les chômeurs qui arrivent à pénétrer dans le lieu ne pourront s'asseoir aux places VIP. Par contre des personnes situées à proximité pourront le faire, libérant une place qui permet à une autre d'avancer dans la hiérarchie... Et ces mouvements de proche en proche libérant l'entrée permettent à des gens dehors de pénétrer dans l'enceinte...

Donc réponse à la question posée dans le titre :

La connaissance des profils des chômeurs ne sert à rien (sauf pour les statistiques de pôle Emploi). Ce qu'il faut connaître, c'est le profil des travailleurs occupés. Si on veut trouver du boulot, il faut leur ressembler. Or, il y a très peu de renseignements sur la main-d'œuvre occupée, c'est généralement une boîte noire. Les élus connaissent leur chômeurs et leurs entreprises et veulent à tout prix faire coïncider les deux, alors que justement c'est parce que ça ne coïncide pas que les gens sont au chômage. Les travailleurs occupés, surtout ceux qui quittent leur territoire pour aller travailler ne sont jamais étudiés. Dans le cas de Roissy par exemple, les emplois sont tellement spécialisés qu'il faut recruter à l'échelle d'une région ½ pour trouver la main-d'œuvre. Rajouter des entreprises ne sert à rien et ça ne fait pas baisser le chômage, ça augmente seulement l'aire de recrutement et les flux de transports. La réponse « formation » ne sert à rien, puisque les habitants sont « captifs ». Dès qu'ils grimpent dans l'échelle sociale (se qualifier, se faire embaucher...) les habitants partent et sont remplacés par des personnes en difficulté et au chômage. Moralité : il ne faut pas urbaniser.

Exemple typique: il y a actuellement dans ce qu'on appelle le cœur de pôle de Roissy (7 communes, dont Roissy, Gonesse, Tremblay le Bourget) 150 000 emplois et 65 000 actifs y compris les chômeurs. Vouloir rajouter dans ces conditions 130 000 emplois nouveaux va encore aggraver l'aire de recrutement, le décalage et les flux de transports. Sans faire baisser le chômage qui est de 16% à Gonesse excédentaire en emplois, par rapport à Goussainville, commune-dortoir, 17%.

Dernier point, il y a 8 façons de développer de l'emploi... Il n'y a pas que de faire venir des entreprises. Car sur le plan local, cette solution peut être un « plus », mais sur le plan global, c'est un jeu à somme nulle, voire négative (suppression d'emplois au moment du déménagement).

Voir les 7 autres façons sur mon site  
[www.j-lorthiois.fr](http://www.j-lorthiois.fr)



## Y A-T-IL PENURIE D'EMPLOIS DANS L'EST DU VAL D'OISE ? ET LE DEVELOPPEMENT DE ROISSY EST-IL LA PANACEE ?

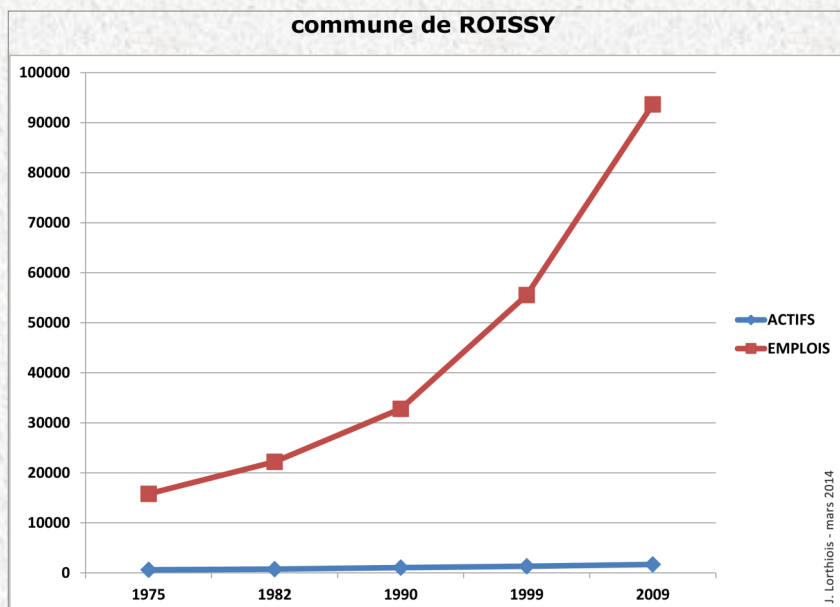
L'ensemble des maires en campagne électorale a fait pleurer dans les chaumières sur la « grande misère de l'est du Val d'Oise » frappé par une « fracture sociale » grave, un taux de chômage élevé... mais grâce à une amélioration des transports, de grands projets d'emplois centrés sur le développement de Roissy, ces maires qui sont en place depuis des années et qui ont été reconduits dans un record d'abstention (*André Toulouse, maire de Roissy depuis 37 ans tout comme le maire d'Ecouen Bernard Angels; Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse depuis 19 ans; François Pupponi, maire de Sarcelles depuis 17 ans, etc...*) promettent que cette fois, c'est sûr, ils vont réussir là où ils ont échoué jusqu'ici. Voyons de plus près.

### Roissy : Crésus et Harpagon réunis

Car toutes les communes ne sont pas pauvres. Roissy, petite ville de 2 600 habitants avec 56 fois plus d'emplois que d'actifs... vit sur un grand pied grâce à la providentielle « manne » de l'aéroport Paris - Charles-de-Gaulle. Pourtant on peut s'interroger sur l'utilité de certains équipements sur son territoire. Si l'on comprend que l'aérogare mise sur le commerce de luxe pour attirer les riches touristes et reconstitue une sorte d'« avenue Montaigne » destinée à traquer le chaland fortuné (Cartier, Dior, Hermès, Gucci, Lancel, etc...), on peut s'interroger sur l'utilité de rajouter à cet ensemble un nouveau centre commercial Aéroville de 80 000 m<sup>2</sup> avec 200 boutiques. Vide en semaine, fréquenté le week-end, il fonctionne à l'inverse des promesses indiquées dans le projet de 2008 : il était soi-disant destiné aux salariés de l'aéroport, aux passagers estimés à 80 millions en 2012 (en réalité : 60 millions) et à la population de proximité. Mais les touristes ne fréquentent pas Aéroville : ceux qui transitent (20 millions) font leurs emplettes sur place dans les boutiques de l'aérogare et ceux qui débarquent n'ont qu'une hâte : rejoindre au plus vite la capitale pour visiter son patrimoine historique (la tour Eiffel, le Louvre, Notre-Dame de Paris) et faire du shopping dans le Triangle d'Or (Printemps-Galeries Lafayette du boulevard Haussmann, gare Saint-Lazare, Champs-Élysées).

Le centre commercial Aéroville attire au contraire une clientèle classique dans une zone de chalandise très étendue : le nord du Val d'Oise, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne et une large partie de l'Oise. Il n'avait donc aucune raison de s'implanter dans ce pôle déjà très largement doté en activités non liées au trafic aéroportuaire. Bien entendu, la promesse de 40% de clients faite par l'Établissement Public d'Aménagement Plaine de France venant en transports en commun est parfaitement inatteignable, compte tenu des distances.

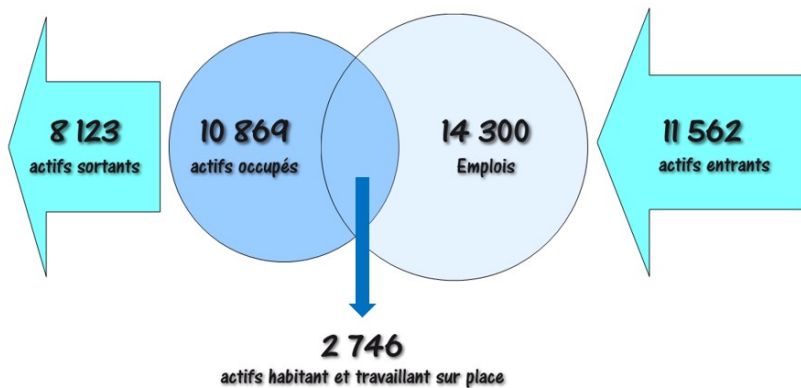
Mais Roissy ne veut pas partager ses richesses, pourtant produites par des travailleurs extérieurs. C'est pourquoi, de crainte que la loi Grand Paris-métropole ne fonde la communauté d'agglomération Roissy-Porte de France avec l'ensemble du 93... son Président Patrick Renault vient de déménager son siège à Louvres, in extremis avant la mise en place de la nouvelle loi. Pourtant s'il y a un équipement qui est de niveau métropolitain, c'est bien son aéroport. Espérons que cette manœuvre grossière sera invalidée par le préfet. Quand on regarde le graphique ci-contre, on constate avec étonnement que la croissance de l'emploi ne cesse de s'accélérer à Roissy, dans un « toujours plus » qui semble ignorer la question du partage des richesses et des emplois !





## Gonesse : des efforts inutiles pour une commune « dissociée »

### DESEQUILIBRE EMPLOI-MAIN D'OEUVRE A GONESSE (95)



Source : RP INSEE 2009

J. LORTHOIS  
CPTG - janv 2014

Jean-Pierre Blazy, député et maire PS de la ville semble condamné au supplice du tonneau des Danaïdes. Plus il met d'emplois sur sa commune, moins ils servent. Plus il accompagne les habitants, plus ils s'échappent. Mais peu de gonessiens en ont conscience : il vient d'être réélu au 1<sup>er</sup> tour, mais avec 50% d'abstention.

Sur le graphique de gauche seuls 2 746 emplois sur 14 300 sont occupés par des habitants de Gonesse. Tandis que l'on observe chaque jour un chassé-croisé hallucinant : 11 562 travailleurs arrivent de l'extérieur pour occuper l'essentiel des emplois locaux tandis que 8 123 actifs gonessiens sont obligés de s'expatrier hors de la commune pour travailler souvent fort loin.

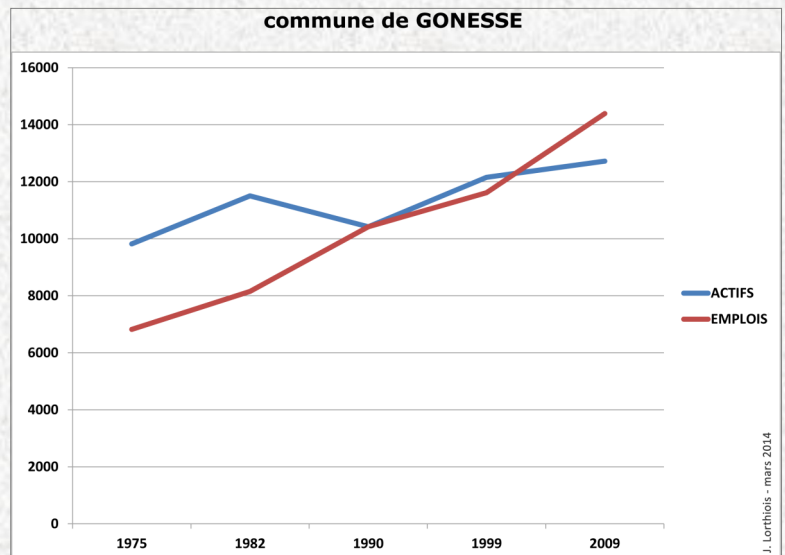
Sur le graphique de droite on constate qu'il y a à peu près autant d'actifs que d'emplois dès les années 90... En vain : le taux de chômage ne baisse pas (17,5% en 2012), il est à peu de choses près égal à celui de Goussainville (18% en 2012), qui ne dispose que d'un emploi pour 2 actifs.

Le record de cette politique inutile s'observe pendant la décennie 1999-2009 : pendant que Gonesse accueillait 2 747 emplois supplémentaires, le nombre d'actifs travaillant dans la commune augmentait de... 52, soit un gain inférieur à 2 %. Pour qu'un emploi implanté à Gonesse profite à l'un de ses habitants, il faut en faire venir 50 !

Et ce n'est pas le projet Europa City qui va arranger les choses : 72% des nouveaux emplois sont de niveau Bac et plus, alors qu'un tiers des gonessiens n'ont aucune qualification.

Pourtant, tel le personnage de la mythologie Sisyphe, qui poussait éternellement son rocher qui ne cessait de redescendre, Jean-Pierre Blazy s'entête à vouloir implanter toujours plus d'emplois inutiles pour ses administrés. Il prévoit un effort massif de formation, alors que dès que le niveau de la population s'améliore, elle quitte le territoire pour un cadre de vie plus agréable, tellement les nuisances de l'aéroport sont élevées. Les partants sont remplacés par des arrivants en galère et il faut tout recommencer. C'est pourquoi loin de progresser, le niveau de qualification des habitants sans aucune qualification s'est fortement aggravé au cours des 10 dernières années (26% sans aucune formation en 1999, 31% en 2009).

Les solutions seraient de créer des emplois de proximité en centre-ville, de densifier les zones d'activités existantes plutôt que d'en créer de nouvelles (la densification de Paris-Nord 2 est estimée à 8 700 emplois supplémentaires, d'après l'étude ECODEV de l'EPA Plaine de France) et de fidéliser la population en diminuant les nuisances de Roissy : faire cesser le bruit en interdisant les vols de nuit qui font figure d'exception dans le ciel européen ; diminuer la pollution de l'air en conservant les terres agricoles et le paysage rural auquel les habitants expriment leur attachement..





## On arrose où il pleut déjà, sur le cœur de pôle

Malgré ces constats, la carte future des 25 projets du Grand Roissy montre une concentration à 80% dans ce qu'on appelle le « cœur de pôle de Roissy » qui dispose déjà de 150 000 emplois pour 65 000 actifs.

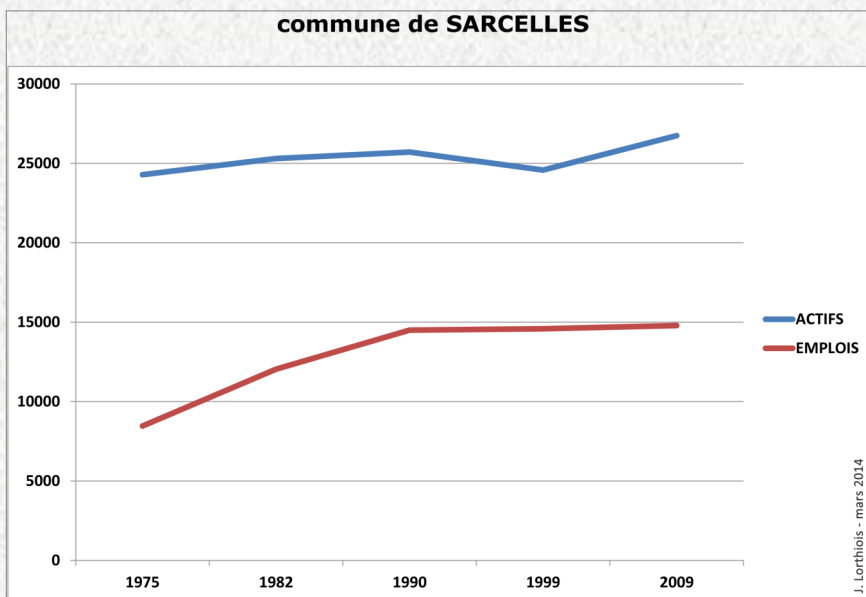
Alors que le bassin environnant est composé de communes-dortoirs à qui on n'offre que des projets de transports pour aller chercher leur travail toujours plus loin. C'est ainsi que, par exemple, un habitant de Villiers-le-Bel perd sept années complètes de travail supplémentaire dans sa vie d'actif... pour aller bosser, dans des conditions de plus en plus difficiles d'entassement, de retards liés à la saturation des RER, trains et axes routiers que ne pourront résoudre les grands projets de transports. Il faudra une vingtaine d'années pour que le réseau du Grand Paris Express soit

achevé et d'ici là, on enregistrera en Île-de-France une augmentation de 5 millions de flux d'utilisateurs supplémentaires par jour... réduisant à néant les améliorations escomptées, malgré une note salée de 40 à 50 milliard d'euros.



## Sarcelles : des chiffres qui s'annulent

Malgré une croissance démographique entraînant une croissance des actifs, la courbe des emplois stagne depuis 1990. Parce que, telle Pénélope, la commune ne cesse de défaire ce qu'elle met en œuvre.



C'est ainsi que l'implantation de My Place (Auchan) à la périphérie de la ville qui devait créer 700 emplois a entraîné le déclin des Flanades (Auchan aussi !) et a siphonné de nombreux petits commerçants du centre-ville. Un jeu à somme nulle, qui a vu le retour à Pole Emploi des embauchés en CDD un an plus tard.

De même, le projet de François Pupponi du Grand stade de 17 000 places Le Dôme, peut créer quelques dizaines d'emplois permanents, mais gèle un vaste espace bien situé près de la gare RER, qui pourrait être utilisé par des activités plus intenses en emplois.

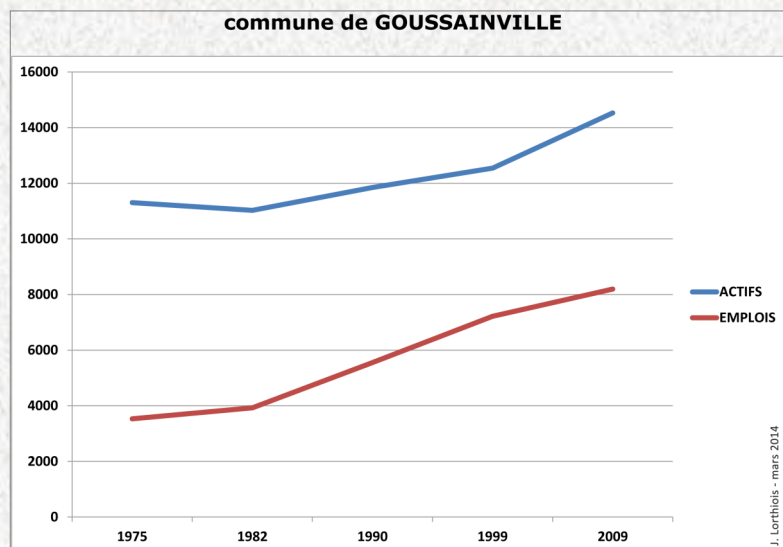
En 1999 sur Sarcelles, le déficit atteignait 10 000 emplois (9 997), il est de près de 12 000 (11 959) en 2009. Aussi, 5 700 actifs n'ont

d'autre choix que de partir travailler à Paris chaque jour. Pourtant, le député-maire continue d'urbaniser, creusant les écarts comme on le constate sur le graphique ci-dessus.



## Goussainville : la situation s'aggrave

La ville souffre du handicap d'avoir une population de niveau modeste et un déficit de près de 7 000 emplois. De plus, c'est une commune de gauche que la communauté d'agglomération Roissy-Porte de France, à majorité de droite, a accueilli très tardivement par obligation, ne souhaitant guère partager ses richesses et risquer de perdre le pouvoir !



La plupart des actifs goussainvillois travaille à Paris et dans la proche banlieue nord, ce qui est typique d'une « commune-dortoir ». Rappelons que c'est la commune qui a le taux d'emploi le plus élevé à Roissy, 9% supérieur à celui des communes du 93 desservies par le RER B.

Malgré le déficit local d'emplois, aucun projet de transport en commun ne va améliorer la liaison avec Roissy qui ne couvre de toutes façons qu'1/10<sup>ème</sup> des besoins des habitants. Les responsables politiques préfèrent soutenir le projet de gare du Triangle de Gonesse pour desservir les champs.

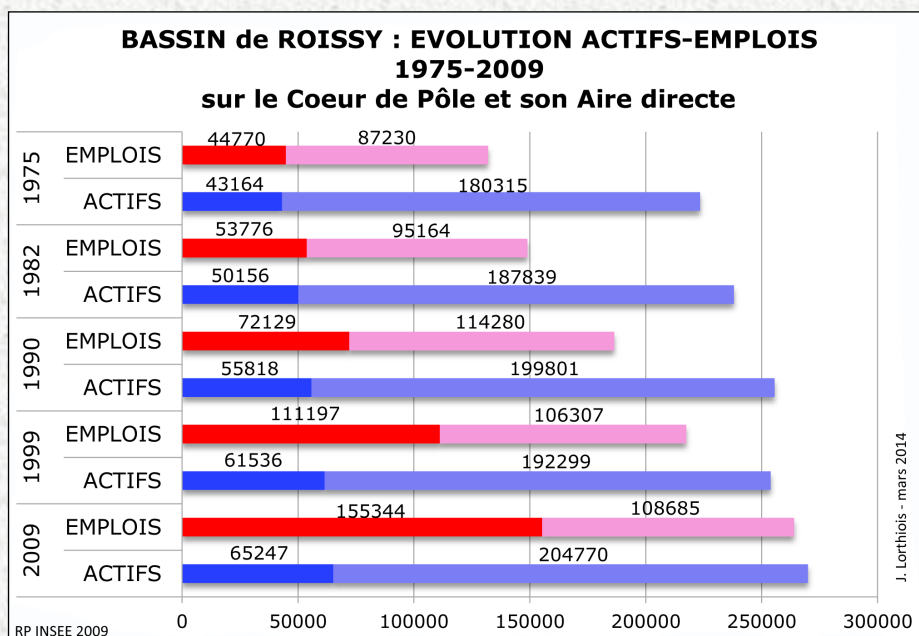
On pourrait se demander dans ces conditions pourquoi avoir accéléré l'urbanisation de 1999 à 2009, en accentuant le déséquilibre habitat-emploi.

## Une aggravation constante des déséquilibres entre le cœur de pôle de Roissy et le reste de son bassin.

Sur le graphique ci-après, nous avons représenté l'évolution respective des actifs (la main-d'œuvre résidente, chômeurs compris) et des emplois dans le périmètre du Grand Roissy (22 communes), depuis l'implantation de l'aéroport il y a 40 ans, en s'appuyant sur les données des recensements de la période (1975-2009).

- En rouge et rose : les données sur l'Emploi ;
- En bleu, celles sur la Population Active;
- En couleur foncée : la part du « cœur de pôle » (sept communes<sup>1</sup>);
- En clair : celle du bassin d'habitat qui entoure ce pôle intitulé « aire directe » (quinze communes<sup>2</sup>).

Nous désignerons l'ensemble de ces deux territoires par le terme « de bassin de Roissy » par souci de simplification.



1- Le cœur de pôle comprend le territoire couvert par Aéroports de Paris – Roissy/Tremblay-en France/Mauregard mais aussi le Bourget – et les communes accueillant des activités en lien direct avec le pôle aéroportuaire : Gonesse, Villepinte, Mitry-Mory, Le Mesnil-Amelot.

2- « L'aire directe » de Roissy est composée du territoire d'Île-de-France situé dans l'environnement du cœur de pôle et impacté par celui-ci, y compris des communes qui ne sont pas dans l'aire d'influence de Roissy (Sarcelles, Garges-lès-Gonesse appartiennent au bassin d'emploi de Saint-Denis), afin de ne pas fractionner le périmètre des intercommunalités concernées (cf Val de France). Outre ces communes, l'aire directe comprend dans le Val d'Oise : Arnouville, Bonneuil, Goussainville, Le Thillay, Villiers-le-Bel; en Seine-Saint-Denis: Aulnay, Le Blanc-Mesnil, Drancy, Dugny, Sevran; en Seine-et-Marne: Compans, Saint-Mard, Mauregard.



**1/ En 1975**, on constate contrairement aux idées reçues que Roissy ne s'implante pas dans un désert, mais dans une zone déjà fortement urbanisée. Le bassin accueille 480 000 habitants, 220 000 travailleurs et 130 000 emplois. Le cœur de pôle de Roissy ne représente que 34% du total des emplois. A l'époque, l'ensemble du territoire correspond à peu près au bassin d'emploi d'Aulnay-sous-bois, gros pôle industriel de près de 80 000 habitants qui structure fortement l'espace.

Notons le quasi équilibre quantitatif entre le nombre d'emplois et d'actifs implantés sur le cœur de pôle. A l'inverse, l'aire directe est fortement déficitaire en emplois : moins d'un emploi pour 2 actifs (taux d'emploi 0,48<sup>3</sup>).

**2/ De 1975 à 2009**, le pôle de Roissy s'urbanise fortement, principalement sous les pistes de l'aéroport. Le nombre de postes de travail est multiplié par 3,5, avec 110 000 emplois supplémentaires. La population augmente également, malgré les nuisances de l'aéroport et le plan d'exposition au bruit qui limite les constructions. De 1990 à 2007, 10 000 logements sont implantés en zone de bruit C d'un commun accord entre l'EPA Plaine de France et les élus. L'aire directe de Roissy accueille aussi un certain développement, avec 22 000 emplois et 24 000 actifs supplémentaires.

### **3/ En 2009**

On observe à peu près le même nombre d'emplois et d'actifs sur l'ensemble du territoire : est-ce à dire que l'implantation de Roissy est une réussite pour l'emploi ?

Loin s'en faut, car le déséquilibre s'accroît très fortement entre le cœur de pôle qui possède 2,4 emplois pour un actif et l'aire directe, qui n'offre guère mieux qu'un emploi pour 2 actifs (légère amélioration du taux d'emploi à 0,53). Un excédent de + 90 000 emplois sur le cœur de pôle, à comparer au déficit de - 140 000 emplois sur l'aire directe. Et les chiffres de 2009 n'intègrent pas l'aggravation de ce déséquilibre au cours des années suivantes, avec la suppression des 8 000 emplois directs et 5 000 indirects engendrés par la fermeture de PSA à Aulnay-sous-bois, tandis qu'on fête l'ouverture du centre commercial Aéroville dans l'enceinte de l'aéroport Charles-de-Gaulle, qui pourra générer d'autres réductions de postes ailleurs (O'Parinor à Aulnay ? My Place à Sarcelles ?).

## **Faut-il poursuivre une telle politique de Gribouille ?**

Dans l'avenir, qu'est-ce qui justifie de continuer à concentrer les emplois sur le cœur de pôle, tandis que dans l'environnement immédiat, la pénurie et le chômage s'aggravent ?

Et surtout pour des implantations sans lien avec l'activité aéroportuaire ! 80% des 25 grands projets du « Grand Roissy » prévus d'ici 2030 sont concentrés sur le cœur de pôle ! Europa City qui déguise désormais son projet commercial sous un « habillage culturel » n'a strictement rien à faire dans une zone saturée d'emplois et dépourvue d'habitants, puisque située en territoire inconstructible, coincé entre deux aéroports.

Comment prétendre dans ces conditions édifier à Gonesse un « nouveau quartier » dans un espace interdit à l'habitat ? Alors qu'aujourd'hui politiques et aménageurs dénoncent à l'envi l'urbanisation des grands ensembles - des villes sans emplois-, on voudrait fabriquer aujourd'hui des villes sans habitants ?

---

3 - Nombre d'emplois rapporté au nombre d'actifs dits « totaux », c'est-à-dire y compris les chômeurs.



## Conclusion

Au niveau des 22 communes du Grand Roissy, on arrive à 2% près à égalité en 2009 : 270 000 actifs (chômeurs compris), 264 000 emplois. Et même un excédent d'emplois si on considère uniquement ceux qui sont en poste (225 000 travailleurs occupés). **Ce n'est donc pas la pénurie d'emplois qui frappe l'est du Val d'Oise, c'est le déséquilibre.**

Entre des communes largement pourvues d'activités (Roissy-en-France, mais aussi Villepinte, Le Bourget, Mitry-Mory et Gonesse...) et un bassin environnant accusant un important déficit d'emplois au regard d'une urbanisation excessive, ou une crise de désindustrialisation (Aulnay-sous-Bois). La situation s'est largement aggravée dans les années récentes et donc reporter sur les « prédécesseurs » la responsabilité politique d'un tel bilan n'est pas crédible : ce ne sont peut-être pas les élus en place qui ont créé la fracture sociale de l'est du Val d'Oise, mais ils ont largement contribué à l'aggraver, dans l'indifférence des abstentionnistes et l'ignorance des électeurs.

Ces constats plaident pour ne plus créer d'emplois dans le cœur de pôle et au contraire pour développer les activités de proximité en contenant l'urbanisation dans le bassin environnant. Exactement le contraire de la politique qui est préconisée dans le cadre du Grand Roissy et des deux CDT Val de France et Roissy-Porte de France.

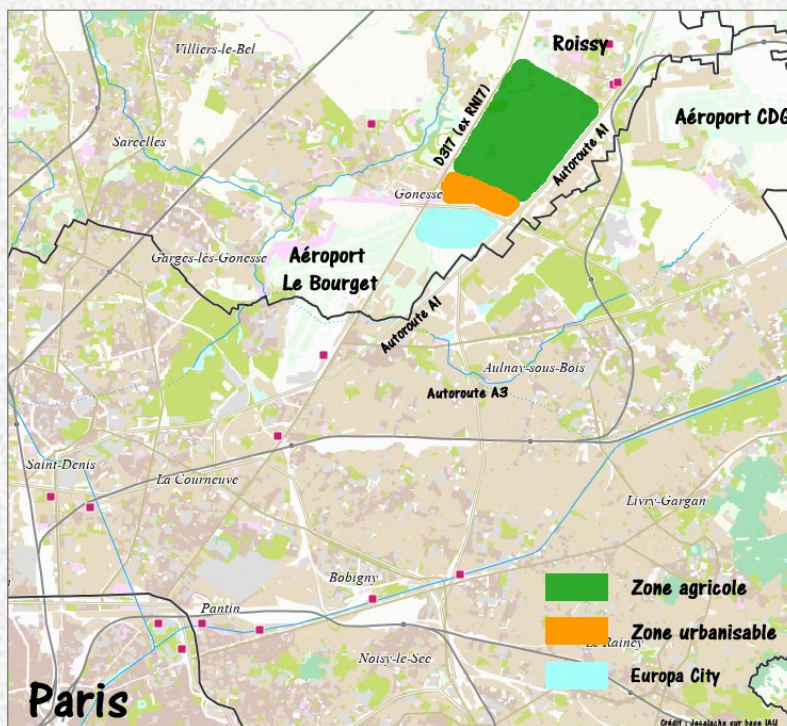
J. Lorthiois

avril 2014

Plus d'informations sur :

- <http://j-lorthiois.fr>

\*\*\*\*\*



Connaître notre association, découvrir nos actions, nous contacter :

<http://cptg.fr>

Les associations signataires mentionnées ci-dessous forment le « Collectif pour le Triangle de Gonesse » pour porter leurs exigences sur l'avenir de ce territoire : Amis de la Terre Val d'Oise ; Environnement 93 ; MNLE 93 ; Val d'Oise Environnement ; AFCEL 95 Gonesse ; Association de Défense des Habitants de l'Est du Val d'Oise ; Aulnay Environnement ; Bien Vivre à Vémars ; CAPADE-Sud-Aulnay ; Ecoen Environnement ; Haut Val d'Oise Ecologie-Persan ; La Vigie d'Ecoen ; Le Blanc Mesnil c'est vous, le Blanc Mesnil pour vous ; Alliance pour la Santé-Arnouville ; Toulemondeilestbio-Arnouville ; Sarcelles Environnement et Nouvelles Énergies de Villiers-le-Bel.